

Politique économique

Pour une économie libre avec un minimum d'interdictions et de réglementations.

Papier de position des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse

I. Introduction

Les Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse se conçoivent comme le parti libéral et proche de l'économie. En tant que défenseurs d'une politique économique libérale, ils s'opposent à toute interdiction et réglementation inutile et soutiennent des conditions-cadres attractives pour l'innovation et la concurrence. Le système économique libéral suisse est de plus en plus mis à l'épreuve par des interdictions et des restrictions.

II. Aucune intervention directe dans l'économie

Les Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse rejettent toute intervention directe dans le processus décisionnel et dans la liberté de commerce des entreprises non gouvernementales. La liberté contractuelle est également une richesse libérale à défendre et à renforcer.

Demandes concrètes

- Pas de quotas, de quelque nature que ce soit
- Pas de salaire minimum imposé par l'Etat ou autre réglementation salariale
- Abrogation de l'interdiction générale du travail de nuit et du travail du dimanche
- Libéralisation des heures d'ouverture

III. Pas de concurrence entre l'Etat et l'Economie

L'Etat devrait jouer le rôle de l'arbitre, sans prendre part au jeu. L'Etat doit se charger des tâches qui ne peuvent pas être réalisées par le privé. En particulier, il ne concurrence pas les offres des entreprises privées avec ses propres offres.

Demandes concrètes

- Vente des parts détenues par l'Etat dans des entreprises en concurrence sur le marché privé
- Réduction progressive, jusqu'à l'abandon total, des subventions accordées à des entreprises privées

IV. Gouvernance selon les principes économiques

L'Etat doit, autant que possible, s'organiser et assurer sa gestion selon des principes économiques pour être efficient.

Demandes concrètes

- Mise en oeuvre cohérente du „New-Public-Management“
- Pas de privilège pour les employés de l'Etat (sécurité et garantie de l'emploi, salaire, retraite, passage au modèle de primauté des cotisations pour la caisse de pension)

V. Liberté de la recherche

Les interdictions de recherches et les tabous dans ce domaine sont contraires à la volonté des Jeunes Libéraux-Radicaux Suisse qui se battent pour une recherche libre et innovante. Les interdictions en matière de recherche et les tabous empêchent la science de réaliser des percées scientifiques et retardent l'évolution.

Demandes concrètes

- Retrait du moratoire sur les OGM
- Simplification de la recherche sur les cellules souches
- Pas d'interdictions technologiques
- Encourager et faciliter les investissements privés dans la science et la recherche

VI. Simplification de la bureaucratie

Quotidiennement, des barrières administratives entravent le bon fonctionnement de l'Economie, et plus particulièrement des milliers de PME's. C'est pourquoi les surcharges administratives inutiles doivent être réduites au strict minimum, les formulaires simplifiés et une vérification périodique des lois doit être instaurée afin de déterminer leur essentialité.

Demandes concrètes

- Instauration d'une „sunset legislation“
- Instauration d'un frein à la loi sous forme de frein à l'endettement
- Facilitation de la formation d'apprenants
- Taux unique de TVA

VII. Faible taux d'imposition

Chaque franc que les entreprises n'ont pas à mettre à disposition de l'administration, par l'intermédiaire des impôts, peut être utilisé pour d'autres investissements. C'est pour cette raison que l'imposition des entreprises doit être aussi basse que possible.

Demandes concrètes

- Tous les impôts sur les entreprises doivent être adaptés au niveau d'imposition inférieur des sociétés de holding étrangères. Les sociétés suisses ne doivent pas être désavantagées dans l'imposition par rapport aux entreprises internationales
- Suppression de l'impôt ecclésiastique pour les personnes morales
- Réduction de la double-imposition (mise en place rapide de la réforme de l'impôt sur les entreprises III)

VIII. Concurrence internationale

Des frais de douane élevés et des limitations au libre-commerce affaiblissent la concurrence, ont un coût pour le bien-être et conduisent au maintien de structures inefficaces. La Suisse est dépendante d'un marché mondial aussi ouvert que possible

Demandes concrètes

- Collaboration active avec les organisations multi-latérales et internationales afin de supprimer les entraves au commerce.
- Simplification ou suppression des administrations douanières

- Signature et mise en place d'autant d'accords de libre-échange que possible et ce dans toutes les branches et avec autant de pays que possible
- Facilitation de l'obtention de visas pour les étrangers avec de hautes qualifications en Suisse et traitement égalitaire entre les personnes en provenance d'Etats-tiers qui ont obtenu leur diplôme en Suisse et les citoyens de l'Union européenne.
- Autorisation d'importations parallèles dans toutes les branches.

IX. Economie agricole

La politique agricole actuelle est imprégnée de directives de production et de subventions, l'entrepreneuriat n'est quasiment plus possible pour les agriculteurs. Ce sont dès lors les consommateurs et les contribuables qui paient le prix de cette inefficience.

Demands concrètes

- Suppression progressive des subventions agricoles
- Suppression de tout quota pour les produits locaux
- Ouverture totale des marchés pour les produits agricoles et mise à disposition d'informations complètes pour les consommateurs
- Suppression du droit du sol des agriculteurs
- Allègement des directives de production d'après les standards internationaux et mise à disposition d'informations complètes pour les consommateurs

Berne, le 2 novembre 2013